

Conseil régional
Groupe Droite et Centre de Bretagne
Kuzul Rannvro Breizh
Strollad Tu-dehou ha tu-kreiz eus Breizh

2^{ème} réunion du Conseil régional de Bretagne – Avril 2014

Intervention de Madame Bernadette MALGORN

Conseillère régionale de Bretagne

Présidente du groupe « Droite & Centre de Bretagne »

Monsieur le Président, Chers Collègues,

Le 30 mars, les Français ont lancé un message simple : trop de chômage, trop d'impôts, trop de règlements. Ce message vise tous les pouvoirs : nationaux, européens et maintenant locaux. Des pouvoirs publics envahissants mais impuissants.

La réponse du Président de la République a été de changer de Premier ministre et de toiletter le casting gouvernemental sans changer de cap.

Le message des Bretons s'adresse à nous tous. Nous nous sommes mis à leur écoute tandis que votre majorité socialiste restait bardée de certitudes.

Depuis des mois, la crise économique ravage des pans entiers de l'économie bretonne. Vous n'avez pas vraiment entendu la souffrance des salariés, la détresse des familles, l'angoisse de nombreux chefs d'entreprise. Vous n'avez pas écouté les alertes que nous avons lancées sans relâche.



Il aura fallu la révolte contre l'écotaxe et surtout la grande manifestation du 2 novembre 2013 à Quimper pour vous réveiller. Vous avez appelé le gouvernement à la rescousse pour éteindre l'incendie et rédiger à la hâte, sans réelle concertation, un « Pacte d'avenir pour la Bretagne ».

Six mois après où en est-on ? On nous a annoncé deux milliards, il n'y avait en réalité que 45 millions d'argent frais dont quelques mesures d'urgence pour l'agriculture et l'agro-alimentaire qui devaient être débloquées sans délai. Qui se soucie aujourd'hui encore des agriculteurs, des éleveurs, des ouvriers de chez Doux, Gad ou Tilly -Sabco ? Où est l'argent qui doit permettre d'apporter un soulagement à ces secteurs en difficulté ?

Sur l'écotaxe nous avons vécu un véritable chantage. Attention, vous les Bretons si vous êtes contre l'écotaxe vous n'aurez pas vos routes, vous n'aurez pas vos TGV, on a même entendu vous n'aurez pas votre téléphérique à Brest ! Le chantage continue puisque maintenant vous êtes sollicité, Monsieur le Président, pour proposer qu'une fiscalité supplémentaire sur les Bretons vienne compenser l'écotaxe.

Tout cela n'est pas sérieux. Quand je vois ce qu'il advient du Pacte d'avenir pour la Bretagne, permettez moi d'avoir les plus grands doutes sur tous les pactes qui tombent du ciel qu'ils soient de confiance, de responsabilité et maintenant de solidarité.

Les Bretons qui ont défilé à Quimper avec les Bonnets rouges ne demandaient pas un pacte. Ils ont dit au pouvoir socialiste « re zo re » breton et national. Trop c'est trop. Trop de chômage, trop d'impôts, trop de normes et de contraintes. Trop de dépenses inutiles aussi dans nos collectivités avec leurs redondances, le risque permanent du clientélisme et l'absence d'une véritable

évaluation de leur impact sur l'activité et l'emploi. Nous en aurons un exemple avec le tourisme. Les élections municipales ont montré la perte de confiance de nos compatriotes dans l'action politique : l'abstention a été massive mais un peu différenciée quand même ! Ces élections ont sonné le glas du socialisme municipal breton qui a accompagné et s'est nourri d'un dynamisme économique qui ne lui devait rien et des effets bénéfiques de politiques d'aménagement du territoire négociées avec l'Etat dans un vrai consensus breton, mais ça c'était avant !

2014 sera l'année de quoi ?

Du pacte d'avenir ? On en entend à peine parler.

Du débat public sur la LGV ? Si on regarde votre rapport sur le Plan Climat Énergie Territoire, on en parle tantôt comme une modernisation de l'existant, tantôt comme de lignes nouvelles.

Notre Dame des Landes ? Va-t-on sortir des tergiversations ?

Les énergies marines renouvelables ? Vous avez dit vous-même « *qu'on n'était pas complètement en retard* »... oh c'est encourageant !

Et l'explosion de la démographie lycéenne dans le bassin rennais, on préfère mettre un lycée à Ploërmel.

Et je ne reviendrais pas sur le nouvel épisode de la réforme territoriale qui a été développée par notre collègue Dominique De Legge. Simplement quelques remarques : la convergence Région-Département, nous nous étions pour en 2010. La clause de compétence générale, nous étions pour sa limitation. La Bretagne à 5

départements, notre groupe s'est prononcé dès 2009-2010 pour le retour à la Bretagne historique en ajoutant que cela ne devait pas être seulement ancré dans le passé mais tourné vers l'avenir autour d'un véritable projet pour réduire la fracture territoriale, économique et démographique entre l'est et l'ouest de la Bretagne.

Alors vous êtes en train de nous entraîner dans un débat institutionnel. Nous n'accepterons pas que les problèmes concrets auxquels sont confrontés les familles et les entreprises soient occultés par le seul débat institutionnel.

Monsieur le Président, les Bretonnes et les Bretons ont infligé un sévère avertissement au socialisme municipal breton. Nous ne ferons pas les mêmes erreurs parce que ne vous étonnez pas après et ne versez pas des larmes de crocodiles sur la poussée de l'abstention ou la poussée des extrêmes. C'est la manière dont nous écouterons les Bretonnes et les Bretons qui fera que nous saurons leur redonner espoir.

Alors je lisais dans le dernier numéro de Bretons, une analyse de Monsieur Le Drian sur sa propre conquête du pouvoir : « *En 1995, après les élections, j'ai dit à mes deux collaborateurs de bien observer la carte des résultats en Bretagne. Ils n'ont pas trop compris. J'ai insisté : Regardez bien, on va bientôt gagner la Bretagne* ». Oui nous allons gagner la Bretagne, mais nous n'attendrons pas neuf ans car nous voulons surtout faire gagner la Bretagne.

Je vous remercie.